

**COMMUNAUTE DE COMMUNES
MEDOC ATLANTIQUE**

REPUBLIQUE FRANCAISE

Siège :

**9 Rue du Maréchal d'Ornano
33780 SOULAC SUR MER**

☎ 05.56.73.29.26

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS**

**SEANCE ORDINAIRE DU JEUDI 3 AOUT 2017
D03082017/117**

PRESIDENT : Xavier PINTAT

ETAIENT PRESENTS :

Membres titulaires :

Patrick MEIFFREN, Serge LAPORTE, Jean-Marc SIGNORET, Gilles COUTREAU, Laurent PEYRONDET, Jean Bernard DUFOURD, Véronique CHAMBAUD, Jean Pierre DUBERNET, Franck LAPORTE, Jean-Louis BRETON, Jean Luc PIQUEMAL, Jacques BIDLUN, Dominique FEVRIER, Alain BOUCHON, Pascal ABIVEN, Daniel JAFFRELOT, Isabelle LAPALU, Michel BAUER, Hervé CAZENAVE, Pascale MARZAT, Jérémy BOISSON, Sylvie LAVERGNE, Bernard BESSAC, Marie-Hélène GIRAL, Jean-Louis DUCLOU, Marie-Dominique DUBOURG, Claudette RAUTUREAU, Alfred AUGEREAU,

ETAIENT REPRESENTES :

Pierre JACOB (pouvoir à Patrick MEIFFREN)
Marie LASSERRE (pouvoir à Jean-Marc SIGNORET)
Barbara FRANCOIS (pouvoir à Pascal ABIVEN)
Bernard LOMBRAIL (pouvoir à Xavier PINTAT)

ETAIENT ABSENTS EXCUSES :

Pierre BOURNEL, Jean-Jacques LAOUE, Evelyne MOULIN, Anne WISNIEWSKI, Tony TRIJOULET,

**Membres suppléants remplaçant
un membre titulaire**

Membres suppléants :

Geneviève CHAUSSIER, Dominique JOANNON,

SECRETAIRE DE SEANCE :

Alain BOUCHON

**Objet : INSTITUTION DE LA TAXE POUR L'EXERCICE DE LA COMPETENCE
« GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET DE PREVENTION DES
INONDATIONS » (GEMAPI) ET CREATION D'UN BUDGET ANNEXE
IDOINE GERE EN M14**

Rapporteur : Patrick MEIFFREN, 11^{ème} Vice-président

Vote : UNANIMITE

En vertu de l'application combinée des lois MAPTAM et NOTRe, la Communauté de Communes Médoc Atlantique sera obligatoirement compétente à compter du 1^{er} janvier 2018, en matière de Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI).

En vertu de l'article L 1530 bis du Code Général des Impôts, le financement de cette nouvelle compétence obligatoire peut être assuré par une taxe facultative instituée et perçue par l'EPCI à fiscalité propre compétent. Les EPCI à fiscalité propre doivent délibérer du bien-fondé de la taxe tous les ans, avant le 1er octobre.

Sans attendre la modification des statuts de la Communauté de Communes Médoc Atlantique qui interviendra obligatoirement en fin d'année par arrêté préfectoral et au regard des conclusions de la commission « Environnement et Développement Durable » en date 9 juin 2017, il est proposé au conseil communautaire :

- d'instituer, sur le territoire de Communauté de Communes Médoc Atlantique, à partir du 1^{er} janvier 2018, la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI),

- de fixer pour 2018, la taxe GEMAPI à 15 € par habitant de sorte à atteindre un produit attendu de 685 000 € pour 2018 nécessaire au financement d'un budget prévisionnel estimé à 886 000 € (685 000 € de taxe GEMAPI et 201 000 € d'attribution de compensation) pour l'année 2018,
- de valider la création d'un budget annexe spécifique géré en M14, qui retranscrira les mouvements et opérations financières afférents à la compétence gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations,
- de prendre l'engagement de rechercher des subventions ou sources de financement complémentaires de sorte à alimenter le budget annexe dédié à l'exercice de la compétence GEMAPI et ainsi limiter le recours à la taxe,
- de préciser que le produit de la taxe gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations sera arrêté, chaque année, par délibération du conseil communautaire et qu'à défaut le produit de l'année précédente sera reconduit,
- d'autoriser le Président à signer tous les documents relatifs à cette compétence ainsi que toutes les démarches à engager dans ce domaine,
- de solliciter l'expertise du GIP Littoral Aquitain, en matière d'élaboration de stratégie de gestion de l'érosion littorale et du trait de côte, dans le cadre de la mise en œuvre de la taxe et de la compétence GEMAPI.

Par ailleurs, il convient de préciser qu'une réunion technique a été organisée le lundi 3 juillet dernier, afin de préparer l'échéance du 1^{er} janvier 2018. Il a été convenu que la surveillance et l'entretien courant du système d'endiguement estuarien (digue, retours de cordon, portes à flots) seraient réalisés au moyen d'un contrat de service conclu avec le syndicat de bassins versants Pointe du Médoc. Quant aux travaux lourds de réfection du système d'endiguement, ils demeureront sous gestion directe des services de la communauté de communes, dans le cadre de sa politique d'investissement.

Pour l'heure, l'entretien nécessiterait la constitution d'une équipe de 3 personnes dotée des équipements suivants :

- un tractopelle
- un camion 4x4 équipé d'une grue (10/11 T)
- une pompe à béton.

Cette équipe se constituerait en 2 temps : un recrutement en 2018 et deux en 2019, afin de préparer progressivement le transfert de la digue estuarienne actuellement entretenue par les services départementaux.

Dans ce cadre, la Communauté de Communes assumerait donc l'acquisition du matériel mis à disposition du syndicat et paierait le service rendu par le SIBV Pointe du Médoc.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

- APRÈS en avoir pris connaissance
- OUI l'exposé du rapporteur,
- VU l'avis favorable du bureau communautaire du 20/07/2017, pour l'inscription de cette question à l'ordre du jour,
- APRÈS en avoir délibéré,

DÉCIDE :

- d'instituer, sur le territoire de Communauté de Communes Médoc Atlantique, à partir du 1^{er} janvier 2018, la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI),
- de fixer pour 2018, la taxe GEMAPI à 15 € par habitant de sorte à atteindre un produit attendu de 685 000 € pour 2018 nécessaire au financement d'un budget prévisionnel estimé à 886 000 € (685 000 € de taxe GEMAPI et 201 000 € d'attribution de compensation) pour l'année 2018,
- de valider la création d'un budget annexe spécifique géré en M14, qui retranscrira les mouvements et opérations financières afférents à la compétence gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations
- de prendre l'engagement de rechercher des subventions ou sources de financement complémentaires de sorte à alimenter le budget annexe dédié à l'exercice de la compétence GEMAPI et ainsi limiter le recours à la taxe,
- de préciser que le produit de la taxe gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations sera arrêté, chaque année, par délibération du conseil communautaire et qu'à défaut le produit de l'année précédente sera reconduit,
- d'autoriser le Président à signer tous les documents relatifs à cette compétence ainsi que toutes les démarches à engager dans ce domaine,
- de solliciter l'expertise du GIP Littoral Aquitain, en matière d'élaboration de stratégie de gestion de l'érosion littorale et du trait de côte, dans le cadre de la mise en œuvre de la taxe et de la compétence GEMAPI.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de membres présents : 29

Nombre de suffrages exprimés : 33

Vote : Pour : 33 Contre : 0 Abstention : 0

FAIT ET DELIBERE LES JOURS MOIS ET AN QUE DESSUS
ONT SIGNE AU REGISTRE LES MEMBRES PRESENTS
COPIE CERTIFIEE CONFORME
FAIT À SOULAC SUR MER, le 03 AOUT 2017



LE PRESIDENT,

Xavier **PINTAT**
Sénateur de la Gironde
Maire de Soulac-sur-Mer